

Questions orales

M. Edwards: Herbie, vous vous exposez encore une fois.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je ne sais pas s'il est tout à fait juste de dire que cela peut se faire en cinq ans, comme l'assure le ministre de la Défense nationale ou en quatre ans comme le prétend le ministre de l'Environnement. Je sais cependant qu'après 25 ans de gouvernement libéral, aucun des libéraux n'a pu le faire en un quart de siècle. Cela, nous le savons.

Mon honorable collègue sait parfaitement bien que lorsque notre gouvernement est arrivé au pouvoir, le déficit s'établissait à 38,5 milliards de dollars. Il a maintenant été réduit à 32 milliards, mais par rapport au PIB, il est passé de 8,7 p. 100 à environ 4,7 p. 100 du PIB, et a donc été réduit à peu près de moitié; la proportion que représente le déficit par rapport au PIB constitue le seul critère accepté internationalement pour évaluer l'ampleur des déficits. Cette proportion s'établit à 5,1 p. 100 à cause de la récession, et on prévoit qu'elle retombera à moins de 4,5 p. 100. Je n'ai pas dit qu'il avait été complètement supprimé, mais réduit de moitié par rapport au PIB.

Je suis certainement d'accord avec les objectifs formulés par mes deux honorables collègues, dont l'une ou l'autre ou les deux s'acquitteront beaucoup mieux de la gestion des finances publiques du Canada que n'a réussi à le faire l'ancien président du Conseil du Trésor dont le piètre bilan ne le cède qu'à celui de cet autre ancien président du Conseil du Trésor.

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, je suis étonné de voir qu'en se vantant de ses résultats, le premier ministre n'a pas parlé du fait qu'en neuf années seulement il avait fait doubler la dette publique du Canada, qui atteint maintenant 450 milliards de dollars, plus que ce qu'on a jamais vu depuis le début de la Confédération.

• (1425)

Je m'étonne qu'il n'ait pas gardé cette réalisation à l'esprit. Il ne nous a pas dit non plus ce qu'il pense de la déclaration de son ministre des Finances qui a dit pas plus tard qu'en décembre dernier: «Même si le gouvernement cessait toutes ses activités, il ne réussirait pas à faire disparaître le déficit. Il économiserait 15 ou 16 milliards de dollars, mais les personnes âgées et les anciens combattants de notre pays ne toucheraient pas leur chèque de pension.»

Voici ma question. Dans le nouveau budget que présentera le ministre des Finances, s'attaque-t-il maintenant aux personnes âgées et aux anciens combattants pour en réduire les prestations? Si tel est le cas, pourquoi préfère-t-il les sacrifier au lieu d'annuler ses voyages

d'adieu, ce qui ferait économiser plusieurs millions de dollars au trésor public?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je trouve vexant ce que mon honorable collègue vient de dire. Je prévoyais me rendre à Windsor pour aller lui faire personnellement mes adieux.

Le député de Windsor est, comme il se doit, profondément inquiet de voir que la dette nationale a doublé. Il a parfaitement raison.

M. Boudria: Triplé.

M. Mulroney: Le député qui siège derrière se trompe. Le député de Windsor a raison. Elle a doublé. On a déjà démontré qu'elle avait doublé uniquement à cause des intérêts composés sur la dette dont nous avons hérité. . .

Une voix: Chaque sou.

M. Mulroney: . . . chaque sou de cet endettement y est attribuable, mais je ne répéterai pas cet argument aujourd'hui.

Je voudrais savoir une chose. Étant donné son indignation à l'égard d'un gouvernement sous lequel la dette a doublé, qu'a-t-il à dire à l'égard d'un gouvernement sous lequel la dette a été multipliée par onze, comme cela s'est produit la dernière fois que les libéraux ont été au pouvoir?

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Après avoir entendu le chef de l'opposition et le premier ministre argumenter pour savoir qui avait fait le pire travail, j'en conclus qu'il n'y a qu'une solution, c'est donner une chance à mon parti.

Des voix: Oh, oh!

Mme McLaughlin: Le gouvernement a publié la semaine dernière un document sur notre avenir économique dans un monde en évolution.

Ce que cela signifie vraiment, c'est un taux de chômage dans les deux chiffres, un doublement de la dette et le plus grand nombre de faillites dans toute l'histoire du Canada. Rien dans ce document ne traite du chômage. On n'y évalue nulle part ce que le chômage coûte réellement. On n'envisage pas la perte de recettes fiscales que représente le chômage.

Voici ma question au premier ministre: Puisqu'il a une dernière chance de modifier la situation dans son prochain budget, fera-t-il quelque chose? Présentera-t-il un budget fondé sur une politique de plein emploi?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, ma collègue se bat pour avoir le titre du parti qui réussit le plus mal. Elle devra se battre énergiquement contre le gouvernement de ses collègues de l'Ontario, car ils ne sont pas mal dans ce domaine.